

Portugal : grève massive contre la politique d'austérité

vendredi 26 novembre 2010, par [LEMAITRE Yvan](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 24 novembre 2010).

Sommaire

- [Portugal : grève générale...](#)
- [Un gouvernement socialiste](#)

PORTUGAL : GRÈVE MASSIVE CONTRE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

COMMUNIQUÉ DU NPA

La première grève générale depuis 1988 au Portugal, à l'appel de la CGTP et de l'UGT, est massivement suivie et paralyse de nombreux secteurs de la vie économique, qu'il s'agisse des transports, de l'éducation, de la santé ou de l'automobile.

Le NPA apporte son chaleureux soutien aux travailleurs portugais qui se dressent contre les plans d'austérité élaborés par le gouvernement socialiste de José Socrates, avec la complicité des partis de droite.

Comme dans d'autres pays de l'Union européenne, ce sont les salariés, la population qui doivent faire les frais de la crise du système capitaliste. Comme en Grèce ou en Irlande, le plan d'austérité est particulièrement violent.

Le gouvernement portugais cède aux exigences des marchés financiers, des agences de notation internationale. L'addition est salée : baisse des salaires des fonctionnaires et des prestations sociales, gel de pensions, augmentation de la TVA de 2 points, à 23%, ainsi que des impôts.

Le gouvernement de J. Socrates veut faire payer la crise aux salariés, c'est évident.

Le chômage et la précarité, qui explosent, frappent déjà durement la population. Ce plan d'austérité ne pourra que jeter un peu plus les travailleurs et leurs familles dans la misère.

La grève du 24 novembre n'est pas la première mobilisation au Portugal. Il faut qu'à l'échelle de toute l'Europe, les résistances se coordonnent face aux politiques libérales mortifères qui veulent faire payer la crise aux salariés et ramener leurs droits sociaux plusieurs dizaines d'années en arrière.

Le 24 novembre 2010.

Portugal : grève générale...

Sur toutes les places et grands carrefours de Lisbonne, pancartes, affiches, banderoles ont appelé à la grève générale du 24 novembre. Celle-ci s'annonçait massive. Pour la première fois depuis 1988 les deux principales centrales portugaises, la CGTP (proche du Parti communiste portugais) qui a pris l'initiative de cette journée et l'UGT (proche du Parti socialiste) appelaient ensemble. Le 24 s'annonce comme la plus grande journée de mobilisation ouvrière et populaire depuis la chute de la dictature en 1974, la Révolution des œillets.

Elle a été précédée par une série de journées de grève contre la rigueur et l'austérité, les plans stabilité et croissance (PEC) : les grèves du 4 mars et du 19 mai dans le service public, celle du 29 septembre dans le cadre de la journée européenne lancée par la CES. Le 6 novembre, 100 000 travailleurs de la fonction publique ont manifesté à Lisbonne à l'appelle de la CGTP.

Le mécontentement et la colère sont très forts à la fois contre l'austérité mais aussi contre les manœuvres parlementaires du PS. L'inquiétude, la menace du chômage, la précarité qui ne cesse de se développer exigent des réponses radicales.

Au Portugal comme en Grèce ou dans toute l'Europe, la réponse aux attaques des banques n'est pas la sortie de l'euro qu'évoquait récemment un ministre socialiste ou les manœuvres parlementaires mais bien l'intervention des travailleurs et des classes populaires sur le terrain social et politique pour imposer leur droits, refuser de payer la crise et mettre les responsables, les banques, les patrons, leurs États hors d'état de nuire. La journée du 24 est une première étape importante pour regrouper le monde du travail autour du rejet des plans PEC.

Cette première étape qui appelle des suites, la mise en œuvre d'une politique visant à défendre une autre perspective que la soumission au diktat des banques, une politique pour donner confiance aux travailleurs et aux classes populaires en ouvrant la perspective, près de 40 ans après la Révolution des œillets, d'une nouvelle révolution...

Yvan Lemaitre

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 79 (25/11/10).*

Un gouvernement socialiste larkin des banques

Le Parlement portugais a voté la semaine dernière le budget pour 2011, véritable déclaration de guerre aux travailleurs, à toute la population, fuite en avant qui ne peut qu'aggraver l'atonie économique du pays, la récession, conséquence d'une politique qui sacrifie les intérêts de la population à ceux des banques. Alors que le pays s'enfonce dans la pauvreté, celles-ci exigent un tribut toujours plus lourd. Le gouvernement socialiste se plie à leur volonté. Les taux d'intérêt exigés par les banques pour prêter à l'État portugais dépassent maintenant les 7 %. Le gouvernement socialiste prétend ne pas avoir d'autre choix que de rassurer les agences de notation et les marchés financiers et pour cela de pratiquer des coupes drastiques dans le budget pour ramener le déficit public de 7,3 % du PIB en 2010 à 4,6 % en 2011. 5 milliards d'euros pour les banques, 5 milliards pris sur les services publics et les salaires des fonctionnaires !

Hausse de deux points de la TVA à 23 %, gel des retraites, baisse des salaires des fonctionnaires, plafonnement des aides sociales et des déductions fiscales sur les dépenses de santé, d'éducation et de logement..., ces attaques contre la population aggraveront la récession et entraîneront une hausse du chômage à plus de 11 % et de la précarité qui touche déjà plus de 20 % des salariés. Ce budget s'inscrit dans la logique des deux plans de rigueur déjà mis en œuvre, les plans de croissance et stabilité (PEC). Il en accentue les ravages, une spirale sans fin qui plonge le pays dans la pauvreté.

C'est un gigantesque transfert de richesses qui s'opère, véritable pillage de la population. Loin de calmer les appétits du moloch financier, ces cadeaux les aiguissent.

Confiants et sûrs de ramasser leurs mises, les financiers se sont rués sur les bons du Trésor à trois mois et à un an que vient d'émettre l'État pour un montant de 1, 031 milliard d'euros. Ils achètent, le rendement est bon et les garanties solides en ces temps d'actions et d'obligations pourries... La crise n'a aucune fatalité, elle est bien la conséquence de la mainmise sur l'économie et toute la société d'une oligarchie financière avide, socialement irresponsable et qui se joue des États. Pour faire passer sa politique soumise à cette minorité, le gouvernement socialiste, minoritaire à l'Assemblée, a obtenu le soutien de la droite. Le Parti social-démocrate (PSD) s'est abstenu. C'est une véritable union nationale contre les classes populaires dont certains dirigeants du PS souhaitent qu'elle aille plus loin pour ne pas porter seuls la responsabilité d'une politique dont tout le monde sait qu'elle conduit le pays à la ruine.

Yvan Lemaitre

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 79 (25/11/10).*
